



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

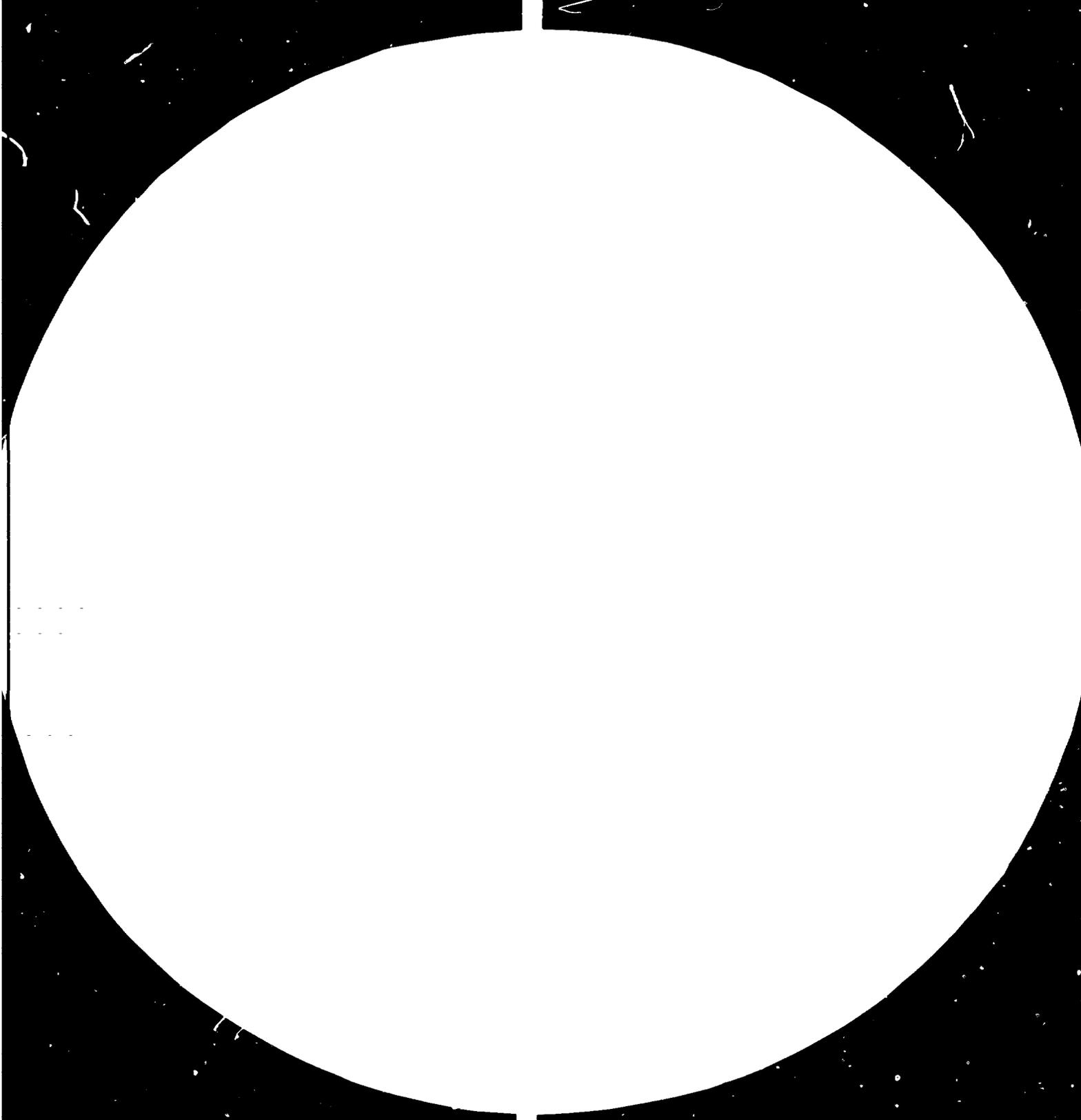
## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

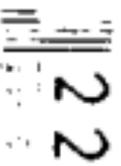
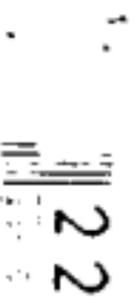
For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)



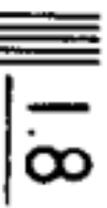
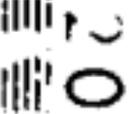




23



7





11428 - F



Distr. LIMITEE

ID/WG.371/16

29 avril 1982

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Réunion préparatoire régionale pour l'Asie  
en vue de la première Consultation sur  
l'industrie du bois et des produits en bois

Manille (Philippines), 22-26 mars 1982

RAPPORT\*

(Résumé sur l'industrie du bois, Manille).

002162

\* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.82-33663

TAELE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
PREFACE		3
I. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	1 - 2	6
II. ORGANISATION DE LA REUNION	3 - 11	10
III. RESUME DES DISCUSSIONS	12 - 33	11

Annexes

I. LISTE DES PARTICIPANTS	16
II. LISTE DE DOCUMENTS	19

PREFACE

Le Système de consultations

La deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), qui s'est tenue à Lima (Pérou) en mars 1975, a recommandé que l'ONUDI étende son action à la mise en place d'un système de consultations permanentes, entre pays développés et pays en développement, afin d'augmenter, grâce à une coopération internationale accrue, la part de la production industrielle mondiale des pays en développement<sup>1/</sup>.

L'Assemblée générale, à sa septième session extraordinaire tenue en septembre 1975, a, par sa résolution 3362 (S-VII), décidé que le Système de consultations prévu dans le Plan d'action de Lima devrait être établi aux niveaux mondial, régional, interrégional et sectoriel<sup>2/</sup> et que l'ONUDI devrait servir de forum pour la négociation d'accords dans le domaine de l'industrie entre pays développés et pays en développement et entre pays en développement eux-mêmes, à la demande des pays intéressés.

Le Système de consultations a été mis en place sous les auspices du Conseil du développement industriel. A sa quatorzième session, le Conseil a décidé de donner au Système de consultations un caractère permanent avec les principales caractéristiques décrites lors de ladite session ainsi que dans ses décisions antérieures :

- a) Le Système de consultations sera un instrument grâce auquel l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) servira de tribune pour les contacts et les consultations organisés entre pays développés et pays en développement en vue de promouvoir l'industrialisation de ces derniers<sup>3/</sup>;
- b) Les consultations permettraient aussi des négociations entre les parties intéressées qui le demanderaient, en même temps que des consultations ou après celles-ci<sup>4/</sup>;

1/ Rapport de la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ID/CONF.3/31), chapitre IV, "Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels", paragraphes 66.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session extraordinaire, Supplément No 1, paragraphe 3.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 16, paragraphe 151 a).

4/ Ibid., paragraphe 151 b).

e) Les participants de chaque pays doivent servir des représentants des gouvernements ainsi que des représentants de l'industrie, des travailleurs, des groupes de consommateurs, etc.; selon que chaque gouvernement le jugea approprié.

f) Les reports faits des réunions seraient inscrits les contributions et participations auxquelles les participants sur parvenus par consensus. Ils devraient aussi exprimer d'autres opinions importantes exprimées pendant la discussion.

**RECOMMANDATIONS ET SUGGERIONS DE LA COMMISSION DE BOIS**

La Commission de bois recommande l'organisation de réunions régionales pour en 1961, à savoir l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord. Elle recommande en outre que les réunions de la Commission de bois soient organisées pour l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord en 1961, à savoir l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord. Elle recommande en outre que les réunions de la Commission de bois soient organisées pour l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord en 1961, à savoir l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord.

Après de débattre les questions prioritaires à soumettre à la consultation de la première Commission, la présidence de l'Union organise une réunion préparatoire mondiale en novembre 1962.

Avant la tenue de cette réunion préparatoire mondiale, des activités préliminaires ont été lancées au niveau régional, elles comprennent :

- la préparation de communications régionales sur l'industrie de bois et des produits en bois en Afrique, en Asie et en Amérique latine;
- la tenue de réunions préparatoires régionales pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

C'est ainsi que la réunion préparatoire régionale pour l'Asie a été organisée par le Secrétariat de l'Union en 62 au Cebu 1962 à Manille (Philippines).

Les objectifs fondamentaux de cette réunion étaient :

- Débatte de la situation actuelle de l'industrie du bois et des produits en bois dans la région, de ses possibilités d'expansion et de ses exigences futures, en regard au redéploiement ou à la réaffectation éventuels des capacités industrielles;

2/ Ibid., paragraphe 152.  
 5/ Ibid., trente-deuxième session, Supplément No 16, paragraphe 163.

- Identifier les contraintes tant communes que particulières qui entravent les progrès de la transformation primaire et secondaire dans les pays en développement de la région;
- Examiner et proposer des mesures de coopération et d'action inter-nationales permettant de surmonter ces contraintes;
- Déterminer les questions spécifiques nécessitant un examen plus approfondi, qui seraient examinées lors de la Réunion préparatoire mondiale et qui pourraient figurer parmi les questions soumises à la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits en bois.

## I. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Les participants à la réunion ont conclu que les principales difficultés freinant le développement de l'industrie du bois et des produits du bois en Asie étaient les suivantes :

### i) Matières premières

- a) La diminution de l'offre de bois d'oeuvre affecte et continuera d'affecter au cours des décennies à venir l'industrie du bois tant dans les pays importateurs de bois de construction que dans les pays dont les ressources forestières sont limitées.
- b) Une attention insuffisante semble être portée à la coupe, la commercialisation et l'utilisation des espèces moins recherchées du point de vue commercial.
- c) Les efforts actuellement déployés pour régénérer, réaménager et reboiser sont insuffisants; il conviendra de les intensifier considérablement et d'améliorer les techniques de gestion forestière. A ce jour, la plupart des pays de la région se sont insuffisamment intéressés aux plantations forestières, faute, principalement, de ressources financières et de connaissances en matière de sylviculture tropicale.
- d) Les déchets forestiers ne sont pour l'heure guère exploités en l'absence d'infrastructure et de technologies aptes à en assurer la rentabilité.

### ii) Transformation du bois

- a) L'utilisation des déchets de bois est sensiblement moins répandue dans les pays en développement que dans les pays développés, car l'intégration y est insuffisante, la base industrielle trop étroite et la commercialisation des produits fabriqués à partir de ces déchets, difficile.
- b) Dans bien des cas, les machines et les équipements sont désuets, alors même que des techniques plus avancées se sont souvent révélées inadaptées, notamment dans les petites industries ou dans les situations où l'on cherche à favoriser l'emploi de la main-d'oeuvre. L'entretien des machines est souvent insuffisant.

- c) Il y a une relative pénurie de personnel qualifié, qu'il s'agisse d'ouvriers, de contremaîtres ou de responsables de la gestion, tout comme de personnel d'appui technique (concepteurs, consultants, etc.).
- d) Souvent, la planification et le contrôle de la production, tout comme le contrôle de la qualité, paraissent inadéquats.

iii) Problèmes de commerce, de transport et de commercialisation

- a) Les pays développés opposent à la production des pays en développement des restrictions protectionnistes sous forme de droits de douane, qui augmentent en raison directe de la complexité des produits, de contingents et d'autres barrières non tarifaires.
- b) Les tarifs de frêt sont fixés en fonction du pouvoir de négociation des parties en cause. Les taux de Conférence sont discriminatoires à l'égard des exportations de produits transformés.
- c) Les services maritimes sont souvent trop peu développés, ce qui tient en partie à l'infrastructure insuffisante des installations portuaires.
- d) La capacité de ces industries à percer sur le marché international est entravée par l'efficacité insuffisante des activités de promotion, elle-même due à l'inadéquation ou la pénurie de données d'information dans ce domaine, ainsi que par l'inadaptation des modes de commercialisation choisis.
- e) Les espèces moins recherchées du point de vue commercial font l'objet d'une promotion insuffisante. Les normes et cahiers des charges ne prévoient pas expressément leur utilisation.
- f) S'agissant des produits secondaires, l'on observe une absence de normes et de codes de bonne pratique. De plus, les pays considérés manquent de personnel de conception et d'ingénieurs.

iv) Financement

- a) L'aide financière ne suffit pas à financer :
  - Les activités de régénération et de réaménagement des forêts;
  - Le développement de l'infrastructure matérielle;
  - L'agrandissement des installations de transformation et l'acquisition de techniques de transformation plus avancées;
  - Les activités de recherche et de développement;
  - Les activités de formation à tous les échelons.

v) Recherche et développement

- a) La région manque de circuits de diffusion de l'information et de tribunes permettant de débattre des travaux en cours.
- b) Les activités de recherche consacrées à l'utilisation des déchets et aux espèces moins recherchées du point de vue commercial ne se sont pas vu accorder la priorité qu'elles méritent.
- c) Les programmes de recherche et de développement destinés à résoudre les problèmes de l'industrie paraissent inadéquats.

vi) Redéploiement de l'industrie et coopération régionale

L'on a observé :

- a) Une pénurie d'arrangements à long terme satisfaisants entre pays exportateurs et importateurs de bois de construction qui permettraient de réglementer la fourniture à l'industrie de produits bruts ou demi-finis.
- b) La nécessité de résoudre les problèmes de production, de commercialisation et de transport au moyen de co-entreprises ou d'autres formes d'arrangements contractuels associant des pays développés et des pays en développement, voire divers pays en développement.
- c) Une insuffisance de la production locale d'équipements adaptés à la région.
- d) La nécessité d'intensifier les efforts de coopération en matière de formation et de déploiement de la main-d'oeuvre existante.
- e) La nécessité de mieux utiliser les installations de transformation existantes.

2. Les participants à la réunion ont recommandé d'étudier plus en détail les questions prioritaires ci-après et de les examiner à la réunion préparatoire mondiale en vue de la première Consultation :

i) Renforcement des ressources en matières premières moyennant les mesures suivantes :

- a) Amélioration de la gestion des ressources forestières naturelles et des techniques d'exploitation;
- b) Solution des problèmes de planification de l'occupation des sols, de déplacement des zones de culture et de lutte contre la pénurie de bois de feu; diminution des pressions qui conduisent au déboisement de vastes zones dans la région;

- c) Reboisement et régénération des forêts dégradées;
  - d) Utilisation accrue des essences moins recherchées du point de vue commercial.
- ii) Développement de l'industrie de transformation primaire et secondaire, grâce aux mesures suivantes :
- a) Intégration des activités de transformation et utilisation accrue des déchets;
  - b) Choix, puis production locale, des machines et des équipements adaptés;
  - c) Amélioration de la formation des ouvriers qualifiés, des contremaîtres et des responsables de la gestion;
  - d) Introduction de normes adéquates de production et de contrôle de la qualité, et acquisition de compétences en matière de conception et de génie forestier.
- iii) Amélioration de l'accès aux marchés des pays développés, grâce aux mesures suivantes :
- a) Suppression des pratiques protectionnistes des pays développés;
  - b) Coordination des politiques de fret maritime;
  - c) Amélioration de la commercialisation, moyennant des efforts régionaux, des co-entreprises et des arrangements de commercialisation novateurs;
- iv) Coopération aux niveaux sous-régional, régional et international, grâce aux mesures suivantes :
- a) Arrangements à long terme, entre importateurs et exportateurs, sur la fourniture à l'industrie de transformation du bois des matières premières qui lui sont nécessaires.
  - b) Etablissement d'accords contractuels mutuellement avantageux entre pays en développement ou entre pays développés et pays en développement afin de résoudre les problèmes qui se posent, pour tous les produits, en matière de production, de commercialisation et de transport;
  - c) Promotion de la production locale de machines et de matériaux et équipement annexes;
  - d) Coordination des activités de formation et de recherche-développement sur une base régionale, moyennant une utilisation plus rationnelle des institutions existant à l'échelon national.

## II. ORGANISATION DE LA REUNION

3. La réunion préparatoire régionale pour l'Asie s'est tenue à Manille (Philippines) du 22 au 26 mars 1982. L'association philippine des industries du bois, la Chambre des industries du meuble des Philippines et l'Institut des petites industries de l'Université des Philippines avaient accepté d'accueillir la réunion.
4. La réunion a rassemblé 30 personnes, dont 22 Participants de 9 pays de la région, 5 représentants d'organisations du système des Nations Unies et 3 observateurs des Philippines.
5. La réunion a été ouverte par le Vice-Ministre des ressources naturelles de la République des Philippines, M. Celso Roque, qui a également informé les participants des nouvelles mesures adoptées par son ministère.
6. Les participants ont élu M. Ernesto P. Sanvictores à la Présidence et M. Rafael T. Lapuos à la Vice-Présidence de la réunion.
7. M. M. Janjić, responsable principal du développement industriel du service des négociations de l'ONUDI a expliqué l'origine et la portée du système de consultations de l'ONUDI, en soulignant les principales caractéristiques, à savoir a) le caractère permanent, b) l'accent qui y est mis sur le consensus et c) la contribution directe qu'y apportent les représentants de l'industrie.
8. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :
  - i) L'industrie du bois et des produits en bois dans la région.
  - ii) Examen des principales questions.
  - iii) Redéploiement de l'industrie et coopération régionale et sous régionale.
  - iv) Examen et adoption du rapport de la réunion.
9. M. Horatio Brion, Consultant de l'ONUDI, a présenté son rapport régional, intitulé "l'industrie du bois et des produits en bois en Asie, situation actuelle (1980-1981) et perspectives d'avenir".
10. Dans le document établi à l'intention de la session, intitulé "l'industrie du bois et des produits en bois en Asie : problèmes principaux" (ONUDI/PC.37), le Secrétariat de l'ONUDI a rendu compte tant des grandes tendances du secteur que des principaux problèmes qui s'y posent. Les autres documents soumis à la réunion sont énumérés dans l'Annexe II.
11. Les participants à la réunion ont adopté le présent rapport à la dernière séance, le 26 mars 1982.

### III. RESUME DES DISCUSSIONS

12. La réunion décide de discuter les problèmes du secteur dans l'ordre indiqué par l'ordre du jour.

#### Matière première

13. L'examen des tendances de l'approvisionnement actuel et futur en troncs dans la région amène à conclure qu'à l'exception de quelques pays disposant de vastes ressources forestières, l'industrie du bois souffre déjà et souffrira de plus en plus dans les années à venir d'une pénurie de grumes. On pense aussi que la décision prise par les principaux exportateurs de réduire progressivement leurs envois de grumes brutes bouleversera la situation de la région.

14. L'écrémage des forêts tropicales, qui consiste à n'exploiter que quelques espèces sélectionnées, est un des principaux obstacles à la gestion rationnelle des forêts. De plus, tout le monde est d'avis qu'on pourrait grossir la source de matières premières en faisant appel à des essences moins recherchées du point de vue commercial, dont la coupe, la commercialisation et l'emploi sont actuellement négligés. Quelques participants ont fait observer à cet égard qu'il y avait lieu de tenir compte de l'expérience de pays tels que l'Inde, que la pauvreté de leurs ressources a contraints à tirer parti de la plupart des essences existantes. On a mentionné à ce sujet l'arbre à caoutchouc.

15. Les participants ont souligné que près de la moitié du bois brut produit dans le monde est encore utilisée pour faire du feu. Ils ont aussi rappelé que 65 % du bois produit dans les pays en développement sert actuellement de bois de feu et que la croissance démographique et l'élévation du niveau de vie en accroîtra encore la demande. Ils ont souligné à ce sujet la nécessité d'un emploi plus rationnel du bois de feu, notamment grâce à la production de charbon de bois à partir des déchets forestiers.

16. On pense généralement que les efforts de reconstitution, de restauration et de reboisement actuellement entrepris sont insuffisants. qu'il faudra les intensifier et perfectionner les techniques de gestion de la forêt. On a également signalé que jusqu'à présent, la plupart des pays ne se sont pas assez préoccupés des plantations forestières et ce principalement faute de ressources financières et de connaissances en sylviculture tropicale.

17. Les participants ont souligné que si l'emploi des résidus forestiers reste limité, c'est faute d'infrastructure qui permettrait de les transporter à partir des régions écartées, et de techniques qui en rentabiliseraient l'exploitation.

#### La transformation

18. Les participants ont jugé que l'emploi des résidus est beaucoup moins répandu dans les pays en développement que dans les pays évolués en raison de l'insuffisance de l'intégration, de l'absence d'une base industrielle suffisamment large et des difficultés que rencontrent les produits qu'ils servent à fabriquer. Si l'on veut utiliser au maximum la matière première, il faut encourager la diversification des produits : panneaux, éléments, rayonnages, placaris, cadres de portes et fenêtres, moulures, mobilier démontable, parquets et placages. On a fait observer à ce sujet que, contrairement aux industries du bois des pays développés qui sont conçues pour produire des articles et des qualités très divers, celles des pays en développement ont du mal, vu l'étroitesse des marchés locaux, à écouler des bois et des articles de basse qualité provenant de résidus. On a proposé d'entreprendre des recherches sur les possibilités d'utilisation du gros volume de grumes et de sciages de second choix et les résidus industriels comme matière première des transformations secondaires et tertiaires.

19. De l'avis général, les machines et le matériel sont dans bien des cas désuets, et les techniques perfectionnées se sont souvent montrées inefficaces, notamment dans les petites industries et lorsqu'il s'agit d'assurer le plein emploi. On a également signalé que nombre de fabricants sont déçus par le mauvais choix des machines à bois dû à l'insuffisance de l'information et à la publicité fallacieuse : il y a lieu d'organiser périodiquement des séminaires ou des cours de formation pour apprendre aux usagers à bien choisir leurs machines et leur matériel. On a cité des exemples de déficiences du service après-vente et signalé la nécessité de garantir l'observation des normes internationales par les fournisseurs de machines.

20. On a indiqué que la majeure partie des machines à bois, à quelques exceptions près, était encore importée et qu'il faudrait entreprendre des fabrications locales. Dans un premier temps, il pourrait s'agir d'éléments séchés au four et de machines élémentaires telles que scies à ruban, raboteuses, sableuses, etc.

21. Les participants ont signalé la pénurie de personnel qualifié aux échelons de la main-d'oeuvre , de la surveillance et de la gestion, ainsi que celle du personnel d'appui technique : techniciens, consultants, etc. On a souligné à ce propos la nécessité d'une assistance des organismes des Nations Unies pour l'amélioration des services de formation et d'information. La réunion a vivement recommandé le renforcement des installations existantes de formation et de mise en oeuvre des programmes à l'échelon régional.

22. Plusieurs participants ont signalé la fréquente inadéquation de l'implantation des usines, de la planification de la production ainsi que du contrôle de la qualité et la nécessité de les améliorer.

#### Commerce, transport et commercialisation

23. L'analyse de la situation du marché a permis de constater que la forte concentration de la demande dans quelques pays évolués a créé une inégalité du pouvoir de négociation en faveur des pays importateurs. On a dit que le marché international du bois est un "marché d'acheteurs "caractérisé par une libre concurrence dont l'âpreté est telle que seuls les exportateurs les plus vigoureux peuvent survivre. On a de plus signalé l'instabilité des prix qui ne couvrent pas les coûts de la coupe, du transport et des réinvestissements nécessaires pour assurer les approvisionnements dans l'avenir.

24. De l'avis unanime des participants, les mesures protectionnistes prises par les pays évolués sous forme de barrières douanières et autres, font gravement obstacle à l'augmentation des importations de produits à forte valeur ajoutée en provenance des pays en développement; les droits de douane ont tendance à augmenter en raison directe de la complexité des produits, et sont donc discriminatoires à l'égard des produits ouverts. De plus, comme le prix des grumes représente une part importante du coût du produit fini, le taux de protection des pays évolués tend à devenir extrêmement élevé.

25. Des participants ont signalé que les frais de transport maritime représentent une très forte proportion des prix à l'exportation et que les taux de fret sont fixés en fonction du pouvoir de négociation des parties. On a souligné la nécessité d'abaisser les frais de transport notamment en faisant appel

à des vraciers, ou en affrétant des navires ou bien encore en ayant recours à des outsiders pour éviter de payer les frêts de conférence. Ces derniers sont discriminatoires à l'égard des produits finis car ils sont beaucoup plus élevés pour les marchandises comportant une forte valeur ajoutée. La réunion a constaté que les services de transport sont souvent très inadéquats notamment en raison de l'insuffisante infrastructure des ports. Les transports locaux posent des problèmes particuliers dans certains pays insulaires d'Afrique orientale.

26. Plusieurs participants ont plus spécialement signalé l'insuffisante efficacité des activités de promotion, vu l'inexactitude ou l'absence de renseignements sur le marché et la déficience des réseaux de distribution. Les vicissitudes du marché mondial du bois entraînent des fluctuations subites des prix, et les producteurs et exportateurs ont du mal à être informés de ces fluctuations suffisamment à temps pour s'y adapter rapidement et parer à leurs conséquences. Cette circonstance compromet l'aptitude des entreprises à opérer sur le marché international, notamment quand il s'agit d'entreprises moyennes dépendant de relations internationales puissantes.

27. On a jugé que la promotion des essences moins recherchées du point de vue commercial était insuffisante et qu'on n'avait pas fait assez d'efforts pour les faire admettre dans les normes et les cahiers des charges du bâtiment en vigueur. On pense aussi que les normes et les codes de bonne pratique font défaut en ce qui concerne les produits secondaires du bois. La réunion constate que la mise en valeur des produits est compromise par la pénurie de personnel de conception et d'ingénieurs.

#### Finances

28. La réunion constate que des fonds importants sont nécessaires pour couvrir les besoins financiers du secteur. L'assistance financière actuelle ne suffit pas :

- a) pour les activités de régénération et de restauration des forêts;
- b) pour l'infrastructure;
- c) pour l'expansion des installations de traitement et l'acquisition de techniques plus perfectionnées;
- d) pour la recherche et développement;
- e) pour la formation à tous les échelons.

### Recherche et développement

29. Plusieurs participants ont signalé l'absence de circuits de diffusion de l'information dans la région et de tribunes où les projets en cours pourraient être discutés. On a également signalé que la recherche sur l'emploi des résidus et des essences moins recherchées du point de vue commercial n'a pas reçu la priorité qu'elle mérite. Les programmes de recherche et développement visant la solution des problèmes de l'industrie sont insuffisants.

### Réaménagement de l'industrie et coopération régionale

30. Des participants ont constaté que pays exportateurs et importateurs n'ont pas pris de dispositions pour organiser la fourniture à l'industrie de produits bruts ou demi-finis. On a suggéré à ce sujet de prendre des mesures pour transformer davantage de bois dans les pays en développement et leur permettre ainsi d'accroître leurs fournitures aux pays développés ou non.

31. Quelques participants se sont dits préoccupés par l'augmentation des capacités de production de la région. On a fait observer qu'elle pourrait entraîner, sur un marché extrêmement encombré comme celui du contreplaqué par exemple, une concurrence désastreuse. On a donc suggéré d'envisager dans la région un réaménagement qui tienne compte de l'accroissement de la transformation sur place et de l'amélioration de l'emploi auxquels aspirent les pays en développement, ainsi que du besoin d'une utilisation plus rationnelle des capacités de production.

32. De l'avis général, les problèmes de production, de commercialisation et de transport doivent être résolus au moyen d'entreprises en association ou d'autres dispositions contractuelles prises entre pays développés et en développement. On a fait observer à ce sujet que la coopération internationale pourra porter sur une large gamme d'activités : pénétration du marché mondial, mesures tendant à stabiliser les prix des produits du bois, etc. Certains participants ont suggéré, pour résoudre les problèmes de commercialisation, la création d'entreprises en association avec les pays développés de la région. La nécessité d'une coopération entre pays en développement a également été soulignée à cette occasion.

33. La réunion est d'avis que la région fabrique encore trop peu de matériel convenable et qu'il y a lieu d'intensifier les efforts communs en vue de la formation et de l'utilisation de la main-d'oeuvre disponible.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

Chine, République populaire de

Wang KAI, Vice-President, Chinese Academy of Forestry,  
Wan Shou San, Beijing

Inde

V. Sivananda, Joint Director, Indian Plywood Industries  
Research Institute, Post Bag No. 2273, Bangalore 560022

V.R. Sonti, Chief Executive, ASCU Hickson, Ltd. 7A Elgin Rd.,  
Calcutta 700020

Indonésie

A. Badawi Kamal, Director, Kamal Furniture, P.O. Box 5, KBT,  
Jakarta, Selatan

S. Karsudjono, President, Indonesian Plywood Producers Association,  
Arthaloka Bldg., 2.d Floor, Jl. Jend. Sudirman Kav. No. 2  
Jakarta

Jin Mintahir, Chairman, Indonesian Woodwork Manufacturers' Association,  
P.T. Sribuwana, J. Raya Bekasi (km.18), Jakarta

Deddy Ruchyadi Prawiraatmadja, Chief, Wood Processing Pattern Section,  
Directorate General of Forestry, 9, Salemba Raya, Jakarta

Hendarsun Suryasanusiputra, Head, Subdirectorate of Industry,  
Directorate General of Forestry, Jl. Salemba Raya 9, Jakarta

Johannes Frederik Wattimena, Director Programming,  
Directorate General Multifarious Industries, Ministry try,  
Kebon Binatang III No. 15, Jakarta

Japon

Tsuyoshi Satc, Manager, Overseas Development Division, Japan  
Sumitomo Forestry Co., Ltd. Nissin Bldg. No. 14-1, Nihon Bashi-Koamicho,  
Chuo-Ku, Tokyo

Malaisie

Lew Wing HING, Director, Technical Services, Malaysian Timber Industry Board,  
5th Floor, Wisma Bunga Raya, P.O. Box 887, Jalan Ampang, Kuala Lumpur

Woo Chara KUM, Chairman, Furniture Manufacturers and Traders Federation  
of Malaysia, Syarikat Wood Waikee, Batu 8, P.O. Box 8, Cheras, Selangor

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Gordon Edward Gresham, Executive Director, Forest Industries Council, Box 1829 Port Moresby, Papua

Philippines

Enrique C. Amio, Chief, Forest Products Industries Development Division, Forest Products Research and Industries Development Commission (FORPRIDECOM) College, Laguna

Emilio Jaranilla, Assistant Director, Board of Investments Buendia Avenue Extension, Makati, Metro Manila

Rafael T. Lapuos, National President, Chamber of Furniture Industries of the Philippines, 1485 Quezon Avenue, Quezon City

Ernesto F. Sanvictores, President, Philippine Wood Products Association, 3rd Floor, LTA Condominium Bldg. 118 Peria St., Legaspi Village, Makati, Metro Manila

Eduardo M. Taylor, Director, University of the Philippines Institute for Small-Scale Industries, E. Virata Hall, UP Campus, Diliman, Quezon City 3004

Singapour

Wong Liang HAN, Managing Director, Hup Cheong PTE Ltd., 1 Chia Ping Road, Singapore 2261

Thaïlande

Chane Boonsong, Director, Industrial Service Institute. Ministry of Industry, Soi Kluay Namthai, Bangkok 11

Vandi Hutasingh, President, Thai Furniture Manufacturer Association 61/41 Sukumvit 26, Bangkok 11

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Antoine V. Bassili, Spécialiste du développement industriel (Hors classe)  
Branche des Agro-Industries, ONUDI, B.P. 300  
A-1400 Vienne (Autriche)

Mile Janjić, Spécialiste du développement industriel (Hors classe)  
Branche des négociations, ONUDI, B.P. 300  
A-1400 Vienne (Autriche)

Peter R. Skupch, Spécialiste du développement industriel  
Branche des négociations, ONUDI, B.P. 300  
A-1400 Vienne (Autriche)

Ivan E. Pluhar, Senior Industrial Development Field Adviser,  
c/o UNDP P.O. Box 1864, Manila, Philippines

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Jan Eim, Chief, Mechanical Wood Products Branch, Forest  
Industries Division, FAO, Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italy

Peer Hijmans, Programme Officer, FAO, P.O. Box 1864,  
Manila, Philippines

Consultant

Horatio P. Brion, UNIDO Consultant, 29 Linaw Street,  
San Francisco del Monte Avenue, Quezon City, Philippines

Observateurs officiels

Virgilio Fernandez, Assistant Professor and Chairman,  
Department of Wood Science and Technology,  
University of the Philippines at Los Banos,  
College, Laguna, Philippines

Francisco P. Monge, President, Pulp and Paper Manufacturers  
Assn. Inc., Rm. 606, Katigbat Bldg., Ermita, Philippines

Romaldo L. Sta. Ana., Work Machinery Philippines Corporation,  
MCC P.O. Box 1811, Makati 3116, Metro Manila, Philippines

Annexe II

LISTE DE DOCUMENTS

- Problem areas in the Wood and Wood Products Industry in the Asian Region  
(UNIDO/PC.37)
- Regional Situation Paper: The Wood and Wood Products Industry of Asia, its  
current status (1980-1981) and future development by Horatio B. Brion
- A brief account of China's Wood Industry by Wang Kai (ID/WG.371/1)
- A brief report on the Wood and Wood Products Industry in India by V. Sivananda  
(ID/WG.371/2)
- Wood and Wood Products Industry in Indonesia by A. Badawi Kamal (ID/WG.371/3)
- The Wood Processing Industry in Indonesia by the Directorate General of  
Forestry (ID/WG.371/4)
- Concise view on the development of wood-based industry in Indonesia by  
S. Karsudjono (ID/WG.371/5)
- Secondary Wood and Rattan Processing Industry in Indonesia by Jin Mintahir  
(ID/WG.371/6)
- Wood-Processing Industries as a basis for Indonesia's Economic Development by  
J.F. Wattimena (ID/WG.371/7)
- The Wood and Wood Products Industry in Peninsular Malaysia by Lew Wing Hing  
(ID/WG.371/8)
- Profile on the Wooden Furniture Industry in Peninsular Malaysia by Woo Chark Kum  
(ID/WG.371/9)
- Papua New Guinea Wood and Wood-Based Industries, Past and Present by G.E. Gresham  
(ID/WG.371/10)
- A Brief Background of the Philippine Wood and Wood Products Industry by E.C. Amio  
(ID/WG.371/11)
- Incentives to the Mechanical Wood Processing Industries in the Philippines by  
E. Jaranilla (ID/WG.371/12)
- A Brief on the Timber Industry Situation in Singapore by Wong Liang Han  
(ID/WG.371/13)
- Thailand Country Paper by Hutasingh Vandee (ID/WG.371/14)
- Forest Industry in Japan by T. Sato (ID/WG.371/15)

